

Abstracts Résumés

Bryan D. Palmer

Volume 74, automne 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060939ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Committee on Labour History

ISSN

0700-3862 (imprimé)

1911-4842 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Palmer, B. (2014). Abstracts. *Labour / Le Travail*, 74.

ABSTRACTS / RÉSUMÉS

Expose/Oppose/Propose: The Canadian Centre for Policy Alternatives and the Challenge of Alternative Knowledge

William K. Carroll and David Huxtable

THIS CASE STUDY EXPLORES SOME of the strategies, challenges, and paradoxes of producing and mobilizing alternative knowledge in the prosecution of a “war of position” against neoliberal hegemony. Since its founding in 1980, the Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA) has become the key labour-supported “think tank” of the left in Canada, contributing to the process of social democratization by acting as a collective organic intellectual for a wide range of oppositional groups and networks that, we suggest, make up a social democratic community of practice. The CCPA has developed a number of strategies aimed at democratizing knowledge production, perhaps unique in the context of Canadian policy groups. Nonetheless, it faces a number of challenges in following through with these strategies and potential paradoxes in simultaneously engaging both the mainstream (general public and policymakers) and the various counterpublics that make up its community of practice.

CETTE ÉTUDE DE CAS EXAMINE CERTAINS des défis, des stratégies et des paradoxes de la production et de la mobilisation de connaissances alternatives dans la poursuite d’une « lutte de position » contre l’hégémonie néolibérale. Depuis sa fondation en 1980, le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) est devenu le principal « laboratoire d’idées » de la gauche soutenu par le mouvement ouvrier au Canada, contribuant au processus de démocratisation sociale, en agissant comme collectif intellectuel organique au service d’un large éventail des groupes et de réseaux d’opposition qui, comme nous le soutenons, forment une communauté de pratique socio-démocrate. Le CCPA a élaboré un certain nombre de stratégies visant à démocratiser la production du savoir; ces stratégies sont peut-être uniques dans le contexte des groupes de réflexion canadiens. Néanmoins, il est confronté à un certain nombre de défis en cherchant à donner suite à ces stratégies et à des paradoxes potentiels en mobilisant simultanément le courant dominant (grand public et décideurs) et les divers contre-publics qui composent sa communauté de pratique.

“Chrysler Pulled the Trigger”: Competing Understandings of Workplace Violence During the 1970s and Radical Legal Practice

Jeremy Milloy

WHEN “WORKPLACE VIOLENCE” WAS IDENTIFIED as a pressing social problem in the 1980s and 1990s, experts and policymakers focused on the violence of individuals and the psychological causes of that violence, instead of considering the structural factors associated with the dynamics of class relations and the workplace that produced violence.

Yet, workplace violence existed long before the 1980s. This paper investigates three high-profile incidents of workplace violence in the automotive industry of Detroit and Windsor in the 1970s. It explores how these incidents were understood and how such understandings were created and contested, highlighting the pivotal role played by radical legal practice in these contests. It demonstrates that workplace violence often stemmed from factors such as the labour process, racism, and union conflict, and that the success of radical legal practice in raising these issues depended on both the specifics of the crime itself and the political and historical context in which it took place.

LORSQU’ILS ONT RECONNU « LA VIOLENCE AU TRAVAIL » comme un problème social pressant dans les années 1980 et 1990, les experts et les décideurs se sont concentrés sur la violence des individus et les causes psychologiques de cette violence au lieu d’envisager les facteurs structureaux associés à la dynamique des rapports de classe et du lieu de travail à l’origine de la violence.

Pourtant, la violence au travail existait bien avant les années 1980. Cet article examine trois incidents très médiatisés de violence au travail dans l’industrie de l’automobile à Detroit et Windsor dans les années 1970. On perçoit ces incidents et de quelle façon on crée et conteste ces perceptions, en soulignant le rôle clé joué par la pratique juridique radicale dans ces contestations. Il démontre que la violence en milieu de travail découlait souvent de facteurs tels que le processus de travail, le racisme et les conflits syndicaux, et que le succès de la pratique juridique radicale à soulever ces questions dépendait à la fois des particularités du crime lui-même et du contexte politique et historique dans lequel il était survenu.

“We didn’t want to totally break the law”: Industrial Legality, the Pepsi Strike, and Workers’ Collective Rights in Canada

Charles W. Smith

CANADA’S SYSTEM OF INDUSTRIAL LEGALITY has routinely limited the collective abilities of workers to strike. Under the conditions of neoliberal globalization, those limitations have intensified. Yet, in 1997, the Retail, Wholesale and Department Store Union (RWDSU) in Saskatoon, Saskatchewan, waged a successful strike against Pepsi-Cola Canada. In addition to defeating the company, the union also expanded workers’ collective rights through a successful constitutional challenge to restrictive common-law rules limiting secondary picketing. This paper examines the history of that strike, exploring the multifaceted strategies that the workers undertook to challenge the company, the state, and the existing law. It argues that workers were successful because they utilized tactics of civil disobedience to defend their abilities to picket. Recognizing that success, the paper is also critical of the Supreme Court of Canada’s decision and its evolution of common-law torts to limit workers’ collective action. The paper concludes by arguing that the Pepsi conflict highlights the importance of civil disobedience in building workers’ movements while emphasizing the inherent limitations of constitutional challenges to further workers’ collective freedoms in Canada.

LE SYSTÈME LÉGAL INDUSTRIEL AU CANADA a systématiquement limité la capacité collective des travailleurs à faire la grève. Dans un contexte de mondialisation néolibérale, ces restrictions se sont intensifiées. Pourtant, en 1997, le Syndicat des employés de gros, de détail et de magasins à rayons (RWDSU) à Saskatoon, en Saskatchewan, a mené une grève couronnée de succès contre Pepsi-Cola Canada. Outre cette défaite de l’entreprise, le syndicat a réussi à modifier le droit commun limitant le piquetage secondaire, grâce à une contestation constitutionnelle. Outre la défaite de l’entreprise, le syndicat a également élargi les droits collectifs des travailleurs grâce à une contestation constitutionnelle réussie des règles de droit commun restrictives limitant le piquetage secondaire. Cet article examine l’historique de cette grève, en explorant les stratégies à multiples volets que les travailleurs ont mises en œuvre pour contester l’entreprise, l’état et la loi existante. Il soutient que les travailleurs ont réussi parce qu’ils ont eu recours à des tactiques de désobéissance civile pour défendre leur capacité de faire du piquetage. Reconnaissant ce succès, l’article critique également la décision de la Cour suprême du Canada et la façon dont elle a fait évoluer des délits de droit commun en vue de limiter l’action collective des travailleurs. L’article

conclut en affirmant que le conflit Pepsi-Cola fait ressortir l'importance de la désobéissance civile dans l'édification des mouvements de travailleurs, tout en soulignant les limites inhérentes aux contestations constitutionnelles pour faire avancer les libertés collectives des travailleurs et des travailleuses au Canada.

Canadian Working-Class Environmentalism, 1965–1985

Katrin MacPhee

THE HISTORIOGRAPHIES OF CANADIAN LABOUR and environmental activism have largely overlooked the existence of a distinctly working-class environmental consciousness in Canada between 1965 and 1985. This worker-oriented environmentalism was expressed in three separate but interrelated strategies. First, labour activists in the 1960s through to the 1980s undertook independent research into the environmental contaminants present in their own workplaces and subsequently released into the larger environment. Second, a number of Canadian unions consistently endeavoured to compel branches of the Canadian government to adopt and enforce strict environmental policies and regulations. Third, Canadian union members exercised the weapons at their disposal – collective bargaining, demonstrations, and strikes – to prevent harm to environmental and human health alike. Through an analysis of these realms of struggle, I outline an environmentalism born of a class analysis of health and disease under capitalism.

LES HISTORIOGRAPHIES DU MOUVEMENT OUVRIER canadien et du mouvement écologique ont largement négligé l'existence d'une conscience écologique propre à la classe ouvrière au Canada entre 1965 et 1985. Ce militantisme environnemental d'origine ouvrière s'est exprimé dans trois stratégies distinctes mais interdépendantes. Tout d'abord, dans les années 1960 et jusqu'aux années 1980, les militants syndicaux ont mené des recherches indépendantes sur les contaminants environnementaux présents dans leur milieu de travail, lesquels sont par la suite libérés dans l'environnement. Deuxièmement, certains syndicats canadiens se sont constamment efforcés de chercher à contraindre différentes branches du gouvernement canadien à adopter et à appliquer des politiques et des règlements stricts en matière d'environnement. Troisièmement, les membres de syndicats canadiens ont fait usage des moyens dont ils disposaient – la négociation collective, les manifestations et les grèves – pour prévenir les dommages causés à la santé humaine et à l'environnement. Grâce à une analyse de ces luttes, je décris un militantisme environnemental issu d'une analyse sociale de la santé et de la maladie d'une société capitaliste.

Social Conflicts in the Portuguese Revolution, 1974–1975

Raquel Varela and Joana Alcântara

THE PORTUGUESE REVOLUTION, the process popularly known as the “Carnation Revolution” that lasted from 25 April 1974 to 25 November 1975, took place against a backdrop of military humiliation in defeat by peasant guerilla movements in the Portuguese colonies of Guinea-Bissau, Angola and Mozambique. However, an analysis of four distinct types of social conflicts – strikes; demonstrations; occupations of factories, other workplaces, and public services; and occupations of vacant houses – suggests that class struggle within Portugal was the essential dynamic of the Revolution. Revolution came to Portugal through an active workers’ movement against fascism within the context of a global economic crisis. Working people had decided it was time for democratic change.

LA RÉVOLUTION PORTUGAISE, populairement appelée « révolution des œillets », qui a duré du 25 avril 1974 au 25 novembre 1975, est survenue dans un contexte des défaites militaires humiliantes aux mains des mouvements de guérilla paysanne dans les colonies portugaises de Guinée-Bissau, d’Angola et du Mozambique. Cependant, une analyse de quatre types de conflits sociaux – grèves; manifestations; occupations d’usines, d’autres lieux de travail et des services publics; et occupations de maisons vacantes – laisse penser que la lutte des classes au Portugal a été le moteur essentiel de cette révolution. La révolution est survenue au Portugal par le biais d’un mouvement ouvrier actif contre le fascisme dans un contexte de crise économique mondiale. Les travailleurs ont décidé à ce moment que le temps était propice à la démocratie.